

Synthèse**cogitation insoumise n°3**

La cogitation insoumise concernant les législatives a suscité de nombreuses réponses, toutes très intéressantes, qui dessinent dans l'ensemble un projet national cohérent pour les législatives. Les réponses fournies par les insoumis.es peuvent être synthétisées en quatre points.

I. Traduire l'esprit citoyen et populaire de notre mouvement**A. Des candidat.e.s intègres, emblématiques et à l'image de la population***1. Le choix de candidat.e.s intègres et volontaires*

- Proposition d'une charte sur l'honneur.
- Proposition d'auditions locales.
- Concertation sur le rôle des député.e.s selon les insoumis.es

2. Représenter la diversité du peuple

- Parité de genre
- Des candidat.e.s à l'image de la population (âge, handicaps, situations sociales, etc.)
- Des candidat.e.s emblématiques : engagement associatif, travailleurs.ses, mise en avant des acteurs du territoire et des insoumissions sociales, écologiques et démocratiques
- Des candidat.e.s nouveaux en rupture avec le vieux monde politique.

B. Faire de la politique autrement présente, cependant, certaines difficultés*1. La question du financement*

- Enjeu important, la question du financement préoccupe nombre d'insoumis.es
- Comment être présent dans toutes les circonscriptions et comment avoir les moyens permettant de faire une véritable campagne de conviction ?

2. Le rapport aux autres forces politiques

- Plusieurs forces politiques présentent déjà des candidat.e.s : comment faire pour les inclure dans la démarche insoumise ou comment faire sans eux (notamment au niveau des financements) ?

3. Les obstacles pour des candidat.e.s citoyen.ne.s sans expérience politique

- Présenter des citoyen.ne.s sans expérience politique et/ou militante redouble la difficulté. Il faudra arriver à :
 - (a) faire connaître la personne ;
 - (b) former la personne à la prise de parole ;

- (c) convaincre assez de personnes de sa légitimité et de sa compétence à être candidat.e.

- Présenter des citoyen.ne.s ayant un travail n'est pas simple. Il faut prendre en compte :
 - (a) le manque de disponibilité de la personne ;
 - (d) la peur qu'elle peut avoir de se présenter (risques professionnels) ;
 - (e) l'absence de statut de l'élu.e ;
 - (f) le travail domestique et inciter notamment les femmes à se présenter comme titulaires.

II. Se donner les moyens de mener une campagne populaire et efficace

A. La formation des candidat.e.s et de l'équipe de campagne

La formation des candidat.e.s et de l'équipe de campagne apparaît comme une nécessité, notamment pour lever l'autocensure des candidat.e.s.

1. Un suivi pour avant et pendant...

- Besoin de formations :
 - (a) sur les démarches administratives ;
 - (g) sur la gestion des comptes de campagne ;
 - (h) sur le programme ;
 - (i) sur les institutions, *i.e.*, rôle et missions des député.e.s ;
 - (j) sur le rapport aux médias et à la prise de parole en public ;
 - (k) sur la manière d'organiser des réunions.
- Remarque : Un groupe a émis la nécessité de formations de type universités populaires, éventuellement itinérantes. Cinq groupes ont souligné l'importance d'une vulgarisation du politique et d'une simplification des discours.

2. ... et pour après.

- Travail d'anticipation pour après les élections : comment conjuguer représentation nationale et démocratie locale au contact des électrices et des électeurs ?
- Nécessité de formation régionale régulière pour les élu.e.s.

B. Mettre au service des candidat.e.s un appui logistique et humain

1. Création d'équipes de campagne compétentes

- Mettre en place une équipe de campagne par circonscription.
- Besoin d'un référent juridique.

- Propositions par certain.e.s insoumis.es :
 - Mise en place d'un groupe d'assistant.e.s parlementaires bénévoles,
 - Mise en place d'un titulaire politique, d'un suppléant technique,
 - Mise en place d'un tutorat pour les candidat.e.s non-expérimenté.e.s,
 - Aide au compte de campagne par la mise en place d'une supervision nationale.

2. Développer et améliorer les outils déjà présents. En inventer de nouveaux.

- Assurer la pérennité de la plateforme numérique ; améliorer le site pour qu'il soit plus interactif (possibilité de laisser des messages, faire part des expériences, etc.) ; simplifier la procédure pour la création d'événements sur le site.
- Développer un outil pour pouvoir contacter les insoumis.es par circonscription. Utilisation de logiciels type framasoftware/démosphère.
- Besoin de faire apparaître la profession de foi, le CV, et les informations précises sur les candidat.e.s en ligne.

3. Un national au service du local

- Beaucoup d'insoumis.es ont demandé à ce que la campagne législative soit coordonnée à un niveau national
 - (a) Avoir du matériel national : besoin d'une campagne nationale avec une forte identité visuelle. Besoin de supports nationaux (spots, vidéo, *flyers*, *goodies*, etc.). Besoin d'outils vidéos pour animer les réunions, besoin de supports pour déclinaison législative de la présidentielle. Besoin d'argumentaires. Besoin d'affichettes et d'appels modifiables en ligne, clef en main.
 - (l) Besoin d'une ligne stratégique nationale claire.
- Proposition importante : rédaction d'un *kit* de campagne pour l'ensemble des candidat.e.s. Doivent y figurer les modalités de candidature, les règles de financement, les droits et devoirs des candidat.e.s, les fiches formation...

C. Développer et coordonner les groupes d'appui pour assurer un maillage efficace sur tout le territoire

1. Une coordination par circonscription

- Développement d'événements locaux conviviaux à l'échelle de la circonscription et assurer la communication pour que l'événement soit visible. Proposition d'événements créatifs (randonnées insoumises, fêtes républicaines, pique-niques, etc.).
- Etablissement de réunions bi-mensuelles des groupes d'appui.
- Points fixes réguliers sur le territoire.

2. Un appel national à l'inscription dans les groupes d'appui

- Besoin de faire grandir / créer des groupes d'appui. Constat : beaucoup d'insoumis.es ne sont pas dans des groupes d'appui.

III. Faire face à certaines inquiétudes

A. Mode et délais de désignation

1. Un besoin de transparence dans la désignation

- Besoin de la publication d'un calendrier national du processus de désignation.
- Besoin de transparence dans le processus de désignation pour que les candidatures soient mises en place en lien avec les insoumis.es locaux et en bonne entente avec les forces politiques qui soutiennent la campagne.

2. Le problème de temps

- La publication d'un calendrier paraît obligatoire pour anticiper le processus.

B. Elargir notre rassemblement aux autres forces politiques, sans que cela ne porte atteinte à l'esprit, à l'image et aux buts de notre mouvement

1. Favoriser l'unité la plus large mais derrière l'étiquette, l'esprit, l'image et le programme de notre mouvement
2. Impératif de respecter une cohérence nationale indispensable pour être clairement identifiée par la population

IV. Le choix de certains critères

A. Intégrité et honnêteté des candidat.e.s

- Engagement éthiques autour de la charte ANTICOR et refus du clientélisme.
- Engagement à ce que les candidat.e.s travaillent au cours de la campagne et après l'élection avec l'ensemble des insoumis.e.s.
- Engagement des candidat.e.s à ce que les décisions stratégiques majeures et les votes importants soient pris en lien avec le mouvement.

B. Renouvellement de la vie politique

- Non-cumul des mandats.
- Représentativité de la diversité sociale et culturelle de la population (genre, âge, situation sociale, handicap, etc.).
- Recherche de la parité au niveau national mais aussi sur les circonscriptions où les résultats électoraux sont les plus favorables.

- Mise en avant des syndicalistes, lanceurs.ses d'alertes, militant.e.s écologistes mais aussi de celles et ceux qui sont victimes des urgences sociales, écologiques et démocratiques : précaires, chômeur.se.s, parents isolés, paysan.ne.s...

C. Des candidat.e.s légitimes

- Des candidat.e.s en capacité de gérer une campagne, avec une capacité d'écoute et d'expression et une bonne connaissance du programme ou une volonté importante d'acquérir ces savoir-faire.
- Des candidat.e.s choisi.e.s en lien avec les groupes d'appui et les insoumis.es de la circonscription.

D. La proposition d'une charte éthique

- Un seul logo : la France insoumise.
- Le/la candidat.e doit avoir signé sur jlm2017.fr et doit soutenir la France Insoumise. Il/Elle doit voir les législatives comme un tout avec la présidentielle. Il ne s'agit pas de défendre « sa » circonscription comme les barons locaux.
- Respect des valeurs de la République.
- Doit accepter la possibilité d'une révocation par les citoyen.ne.s.